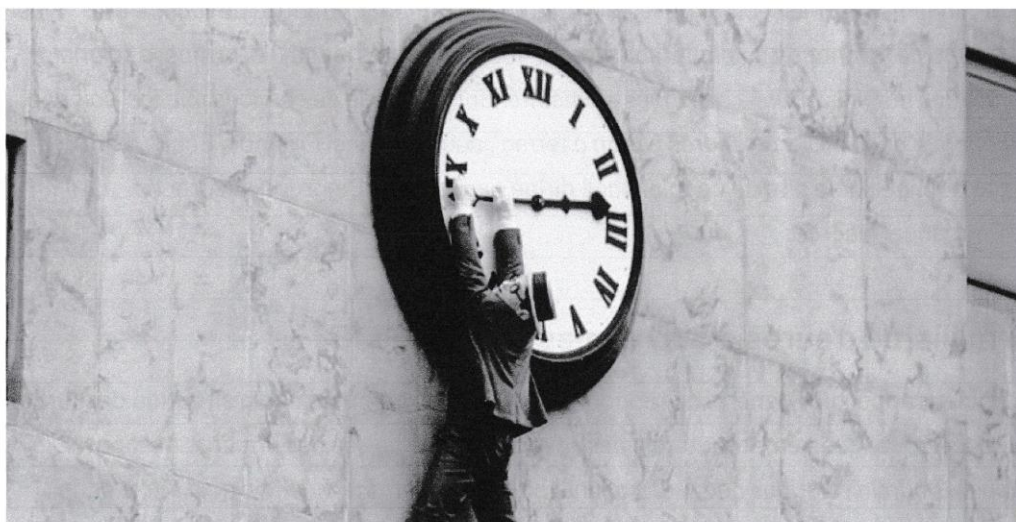


PAR BASTIEN SCORDIA

5 février 2021, 10:54, mis à jour le 5 février 2021, 11:12

Le chiffrage des Républicains sur la hausse du temps de travail des fonctionnaires surévalué ?

Dans une note pour l'Institut Montaigne, l'économiste François Ecalle remet en cause les prévisions d'économies anticipées par Les Républicains dans le cadre de leur proposition de rapprocher le temps de travail de la fonction publique de celui du privé.



L'alignement du temps de travail de la fonction publique sur celui du secteur privé permettrait-il d'obtenir 10,5 milliards d'euros d'économies annuelles à terme et d'en consacrer la moitié à des revalorisations salariales, comme le soutiennent Les Républicains ? Pas vraiment, répond l'économiste François Ecalle, qui a analysé les propositions récemment formulées par ce parti. Une analyse réalisée pour le compte de l'Institut Montaigne qui, en prévision de l'élection présidentielle de 2022, a décidé

d'évaluer l'impact des mesures proposées par les partis sur les finances publiques, et surtout "leur faisabilité".

L'année dernière, la durée annuelle du travail à temps complet était de 1 711 heures pour les salariés du secteur privé et de 1 577 heures dans le secteur public (enseignants compris). Soit un écart de 8 %. À noter, toutefois, qu'hors enseignants, la durée annuelle effective de travail des agents publics était de 1 640 heures, et donc supérieure à la durée légale de travail, qui est de 1 607 heures.

"Un alignement sur le secteur privé pourrait théoriquement permettre de réduire de 8 % les effectifs de la fonction publique (soit plus de 400 000 postes) et de 8 % la masse salariale brute des administrations publiques en maintenant le volume de services publics, soit une économie de 16 milliards d'euros par an à terme", souligne ainsi François Ecalte dans une note publiée sur le site de ce think tank dirigé par Laurent Bigorgne, un proche d'Emmanuel Macron.

5 milliards d'euros d'économies plutôt que 10

L'ancien rapporteur général du rapport de la Cour des comptes sur la situation des finances publiques émet toutefois des réserves : *"Une baisse des effectifs n'est possible dans les administrations que si des agents partent en retraite ou en fin de contrat et ne sont pas remplacés, ce qui ne peut pas être le cas dans tous les services et dans la même proportion que l'augmentation de la durée du travail".*

À ses yeux, l'économie annuelle de 10 milliards d'euros (*"soit 25 000 suppressions de postes"*) anticipée à horizon de cinq ans par Les Républicains "semble" donc être un maximum.

“En outre, la durée annuelle moyenne du travail des fonctionnaires serait alors supérieure à la durée légale [de 1 607 heures, ndlr] et il faudrait certainement en payer une partie plus importante en heures supplémentaires”, explique François Ecalle. Sachant que Les Républicains proposent d'affecter à des revalorisations salariales la moitié des économies permises par cette hausse du temps de travail, l'économiste n'anticipe ainsi comme possible qu'une *“économie nette maximale de 5 milliards d'euros à un horizon de cinq ans”*.